

CANTONALES

COMMUNIQUÉ DU POI 67

⇒ **Contre l'augmentation des impôts locaux !**

Pour le rétablissement des abattements fiscaux sur la taxe d'habitation

⇒ **Pour la défense de la Sécurité Sociale et de son régime local !**

Contre la fermeture des centres d'assurance maladie de Bouxwiller, Schirmeck, Erstein, Niederbronn !

Pour l'abrogation de la loi Bachelot !

Pour le rétablissement des remboursements de droit à 90 % et 100 % du régime local d'assurance maladie !

⇒ **Pour la défense de l'école publique communale !**

Aucune fermeture de classe ! Retrait du projet Reiss sur les E2P !

⇒ **Pour la défense de l'emploi et des commerces de proximité !**

Maintien de tous les magasins Coop et de tous les emplois !

⇒ **Pour la République une et indivisible !**

Non à l'Eurodistrict ! Non à Strasbourg Métropole !

Non à la disparition du Bas-Rhin ! Non à la Collectivité Unique d'Alsace !

Pour la défense des 36 000 communes et des départements ! Abrogation de la réforme territoriale

LE POI PRÉSENTE 4 CANDIDATS AUX ÉLECTIONS CANTONALES

NON, ce n'est pas à la population de payer les conséquences des politiques dictées par l'Union Européenne et le gouvernement Sarkozy

Les élections cantonales des 20 et 27 mars sont en principe les dernières puisque la réforme territoriale entraîne la fusion, à partir de 2014, des élections régionales et cantonales.

À travers cette réforme, c'est l'existence même du département et des communes qui est menacée. L'objectif est de transférer les prérogatives des communes et des départements aux métropoles et aux régions, privant ainsi la population et ses élus, de ses délégués porteurs de ses aspirations et des moyens d'y répondre. Un très grand nombre d'élus se dressent contre cette réforme territoriale, et en exigent le retrait.

Le Parti Ouvrier Indépendant partage évidemment cette exigence.

Cependant l'opposition à la réforme territoriale de certains élus et responsables politiques ne les empêche nullement de prendre des mesures, qui, dans les faits relaient contre la population les attaques dictées par l'Union Européenne, le FMI de Strauss-Kahn et le gouvernement Sarkozy.

Au moment où le gouvernement Sarkozy dresse l'ensemble des travailleurs contre sa politique anti-ouvrière, comment comprendre en effet que les partis de « gauche » se fassent le relais de cette politique ?

Notre département du Bas-Rhin vit cette situation de manière dramatique.

En effet, c'est à l'unanimité que les 44 conseillers généraux du Bas-Rhin (UMP, Modem, PS, Groupe Écologiste, Centriste, Européen) ont voté la suppression des abattements fiscaux sur la taxe d'habitation. Après avoir fait tout un battage médiatique pour dénoncer cette décision qu'elle avait votée, la majorité PS-Verts de la Communauté Urbaine de Strasbourg a refusé de rétablir les abattements fiscaux sur la taxe d'habitation lors de la séance du conseil communautaire de décembre. Elle a ainsi laissé cette mesure s'abattre brutalement sur les familles de la CUS qui sont déjà étranglées par les impôts. Plus de 150 Strasbourgeois ont déjà signé la lettre ouverte à Jacques Bigot, Roland Ries et Raphaël Nisand pour exiger le rétablissement des abattements fiscaux sur la taxe d'habitation.

Les assurés sociaux sont confrontés à une nouvelle attaque contre la Sécurité Sociale et son régime local. Le POI avait appelé en 2009 à l'unité contre la fusion des 3 Caisses Primaires d'Assurance Maladie (Strasbourg, Sélestat, Haguenau). Des centaines de Bas-Rhinois s'étaient prononcés contre cette fusion. Aujourd'hui les conséquences sont dramatiques : la CPAM du Bas-Rhin annonce la fermeture de 4 Centres d'Assurance Maladie : Erstein, Bouxwiller, Schirmeck, Niederbronn. Ce sont là les conséquences de la loi Bachelot et de la mise en place des Agences Régionales de Santé. Nous appelons Raphaël Nisand (PS) qui représente les collectivités locales au sein de l'ARS à se prononcer contre ces fermetures et à rejoindre le combat unitaire que nous avons engagé contre ces fermetures. Nous nous opposons à la poursuite de la politique anti-ouvrière de Daniel Lorthiois qui préside, au sein de l'ARS, la commission permanente de la Conférence Régionale de Santé d'Alsace, qui à la tête de l'Instance de Gestion, a remis en cause les remboursements à 90 % et 100 % du régime local en 2006.

C'est l'un des députés de notre département, le maire de Niederbronn, Frédéric Reiss, qui est l'auteur d'un projet de destruction de l'école communale : les E2P. Les E2P visent à fermer en les fusionnant toutes les écoles de moins de 15 classes. Les E2P, c'est la liquidation de l'école communale et la mort de nos communes. D'ores et déjà, l'Académie de Strasbourg

est confrontée à la suppression de centaines de postes d'enseignants. Nous appelons à l'unité des partis qui se réclament de la défense du monde du travail, de la population et de ses élus locaux pour s'opposer à toute fermeture de classe dans notre département.

C'est dans notre département que le président de Région et ministre des collectivités locales, Philippe Richert, entend être précurseur de mesures antirépublicaines et anti-démocratiques en créant une Collectivité Unique d'Alsace. Nous disons : Non à la Collectivité Unique d'Alsace. Toutes ces réformes institutionnelles (métropoles, Eurodistrict, intercommunalité forcée, fusion des départements) n'ont qu'un objectif : organiser la balkanisation de la République une et indivisible.

Notre département est par ailleurs confronté à la fermeture de magasins de l'une des plus anciennes sociétés coopératives de distribution : la Coop. À travers la mainmise du groupe Leclerc sur la Coop Alsace, c'est la logique du profit et le diktat des marchés financiers qu'on veut imposer aux magasins Coop de nos communes et de nos quartiers. Nous nous prononçons contre toute fermeture de magasins Coop et pour le maintien de tous les emplois.

Dans 4 cantons du département, des candidats du Parti Ouvrier Indépendant se présenteront au suffrage des électeurs.

Niederbronn :	Jean-Michel DELAYE et Martine BLOCH
Strasbourg 8 Neudorf :	Élisabeth DEL GRANDE et Mathieu LE TALLEC
Schiltigheim :	Hervé GOURVITCH et Françoise DELAYE
Saverne :	Serge BLOCH et Claire NUSSBAUM

Ces candidats se présentent pour dire : non, ce n'est pas à la population de payer les conséquences des politiques dictées par l'Union européenne et le gouvernement Sarkozy. Personne ne peut accepter ce

consensus entre les partis qui se réclament de la défense des intérêts des travailleurs et le gouvernement dans la mise en œuvre des mesures de l'Union Européenne

LES CANDIDATS DU POI SE PRÉSENTENT À L'ÉLECTION CANTONALE POUR DIRE :

- ⇒ Non à l'augmentation des impôts locaux ! Rétablissement des abattements fiscaux sur la taxe d'habitation !
- ⇒ Défense de la Sécurité Sociale et de son régime local ! Non à la fermeture des CAM de Bouxwiller, Erstein, Schirmeck, Niederbronn ! Abrogation de la loi Bachelot ! Rétablissement des remboursements de droit à 90 % et 100 % du régime local de Sécurité Sociale
- ⇒ Défense de l'École Publique ! Aucune fermeture de classe ! Retrait du projet Reiss sur les E2P !
- ⇒ Aucune fermeture de magasin Coop !
- ⇒ Non à la Collectivité Unique d'Alsace ! Abrogation de la réforme territoriale !
- ⇒ Rupture avec l'Union Européenne !

Strasbourg, le 16 février 2011